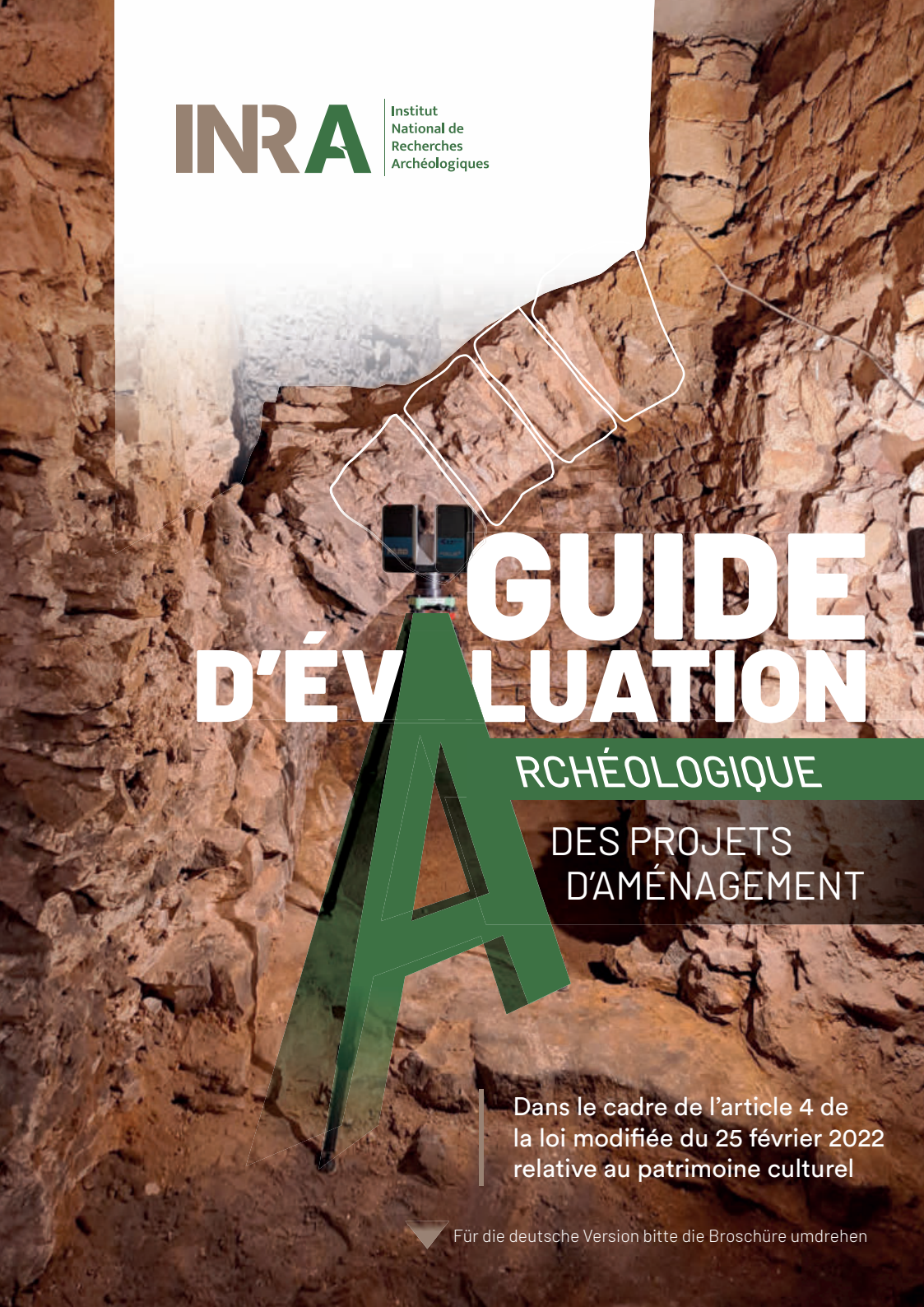




INRA

Institut
National de
Recherches
Archéologiques

GUIDE D'ÉVALUATION

ARCHÉOLOGIQUE

DES PROJETS
D'AMÉNAGEMENT

Dans le cadre de l'article 4 de
la loi modifiée du 25 février 2022
relative au patrimoine culturel

▼ Für die deutsche Version bitte die Broschüre umdrehen



GUIDE D'ÉVALUATION ARCHÉOLOGIQUE

Lorsque vous aménagez un terrain, que vous démolissez, construisez ou effectuez d'autres travaux de transformation dans le sol ou le sous-sol, **vous êtes susceptibles de mettre au jour des éléments archéologiques.**

Suite à une découverte fortuite de vestiges archéologiques effectuée pendant des travaux d'aménagement, un arrêt immédiat des travaux est inévitable, jusqu'à ce que des investigations archéologiques sur le terrain concerné soient effectuées. C'est pourquoi le Ministère de la Culture et l'**Institut national de recherches archéologiques (INRA)** ont instauré **la pratique de l'archéologie préventive.**

L'archéologie préventive, légiférée par **la loi modifiée du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel¹**, cherche à concilier la recherche scientifique, la sauvegarde du patrimoine archéologique et les intérêts de l'aménageur.

Elle a pour objet d'assurer, dans les délais appropriés, la détection, la documentation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement.

Afin de vérifier si une **opération d'archéologie préventive** est nécessaire avant le début des travaux d'aménagement, le projet d'aménagement doit être soumis à une **évaluation des incidences de ces travaux sur le patrimoine archéologique.**

¹ <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2022/02/25/a80/jo>



1. Quels travaux ou projets d'aménagement doivent être soumis à une évaluation archéologique ?	6
2. Comment soumettre une demande d'évaluation archéologique ?	6
3. Quels travaux ou projets d'aménagement sont dispensés de l'évaluation archéologique ?	7
a. Situés dans la zone d'observation archéologique (ZOA)	7
b. Situés en-dehors de la zone d'observation archéologique (ZOA)	7
4. Qui soumet la demande d'évaluation archéologique ?	9
5. Quand soumettre la demande d'évaluation archéologique ?	9
6. L'accusé de réception	9
7. La prescription ministérielle	10
8. Le cahier des charges scientifiques et techniques	10
9. Qui paie les opérations d'archéologie préventive ?	13
10. La demande d'autorisation ministérielle et le projet scientifique d'intervention	13
11. L'autorisation d'accès aux terrains	14
12. Les autres autorisations nécessaires	14
13. La réunion de chantier préalable	15
14. La date de début d'une opération de diagnostic archéologique	15
15. La durée d'une opération de diagnostic archéologique	15
16. Le contrôle scientifique de l'opération d'archéologie préventive par le Responsable du suivi scientifique (RSS)	17
17. La fin d'une opération de diagnostic archéologique	18
18. Le rapport final d'opération de diagnostic archéologique (RFO)	18
19. Opération de diagnostic archéologique : et après ?	19
20. En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques : que faire ?	19
21. Peut-on refuser les procédures de l'archéologie préventive ?	20
CONTACTS	20

Les démarches de l'archéologie préventive

1. Quels travaux ou projets d'aménagement doivent être soumis à une évaluation archéologique ?

Conformément à l'article 4 de la loi modifiée du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel, tous les travaux de construction, de démolition ou de remblai et de déblai planifiés sur un terrain situé sur la carte de la **zone d'observation archéologique (ZOA)** doivent être soumis à une évaluation archéologique, sauf ceux qui sont dispensés de cette évaluation (voir chapitre 3).

La carte de la zone d'observation archéologique (ZOA) est composée de la zone d'observation archéologique et d'une sous-zone. Elle est délimitée et arrêtée par le règlement grand-ducal du 26 juillet 2023 portant délimitation de la zone d'observation archéologique. La ZOA fait partie intégrante en tant que zone superposée à tout plan ou projet ayant pour objet un aménagement du territoire, un aménagement communal ou aménagement urbain (PAG, POS, etc.). Elle est la base décisive pour l'application ou non d'une procédure d'évaluation archéologique.

La zone d'observation archéologique est publiée sur le Geoportail. Elle est accessible et consultable par toute personnes intéressée.

Pour de plus amples informations concernant la zone d'observation archéologique, veuillez contacter le **Service de l'inventaire et de la cartographie du patrimoine archéologique** de l'INRA à l'adresse gestion.zoa@inra.etat.lu.

2. Comment soumettre une demande d'évaluation archéologique ?

Le dossier de demande d'évaluation archéologique doit être accompagné d'un formulaire de demande d'évaluation archéologique dûment rempli (PDF téléchargeable dans l'Espace aménageur du site web de l'INRA) et des annexes demandées dans ce formulaire. Le dossier est à transmettre à l'INRA de préférence par e-mail, OTX ou WeTransfer au **Service du suivi archéologique de l'aménagement du territoire** à l'adresse amenagement@inra.etat.lu.

3. Quels travaux ou projets d'aménagement sont dispensés de l'évaluation archéologique ?

a. Travaux ou projets situés dans la zone d'observation archéologique (ZOA) :

Conformément à l'article 4 de la loi modifiée du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel, les travaux suivants sont dispensés de l'évaluation archéologique :

- ▶ Tous travaux situés dans la zone d'observation archéologique (ZOA) et exécutant un PAP « Quartier existant » (QE) ayant une superficie au sol inférieure à 100 m² et une profondeur inférieure à 0,25 m ;
- ▶ Tous les travaux d'infrastructures urgents² situés dans la ZOA ;
- ▶ Tous travaux situés dans la sous-zone de la ZOA et exécutant un PAP QE ayant une emprise au sol inférieure à 0,3 ha et une profondeur inférieure à 0,25 m ;
- ▶ Tous travaux situés dans la sous-zone de la ZOA exécutant un PAP « Nouveau Quartier » (NQ) ayant une surface inférieure à 1 ha ;
- ▶ Tous les travaux de voirie existante situés dans la sous-zone de la ZOA.

b. Travaux ou projets situés en-dehors de la zone d'observation archéologique (ZOA) :

Sont également dispensés de l'évaluation archéologique tous les travaux planifiés sur des sites archéologiques classés comme patrimoine culturel national (qui ne font pas partie de la ZOA).

Conformément à l'article 30 de la loi précitée, **une autorisation écrite du ministre de la culture est obligatoire** pour tous les travaux de réparation, de restauration ou de modification quelconque à réaliser à l'extérieur et à l'intérieur **des sites classés comme patrimoine culturel national**. Cette autorisation peut être soumise à des directives spécifiques en fonction de la nature du site et/ou des travaux planifiés.

Afin d'instruire une **demande d'autorisation ministérielle** pour des travaux sur des immeubles ou sites classés comme patrimoine culturel national, **veuillez contacter le Service des sites archéologiques classés de l'INRA au plus tôt possible, dès le début du projet : pcnarcheo@inra.etat.lu**

² Par travaux urgents, on entend des urgences absolues, comme p.ex. une rupture de canalisation ou un glissement de terrain.



4. Qui soumet la demande d'évaluation archéologique ?

La demande d'évaluation archéologique est à soumettre à l'INRA **par le maître d'ouvrage** des travaux projetés. Cependant, la demande d'évaluation archéologique peut également être soumise par le propriétaire du terrain sur lequel les travaux sont envisagés, par un bureau d'études, d'urbanisme ou d'architecture en charge du projet d'aménagement en question, ou encore par la commune ou l'État en tant que propriétaires du terrain concerné.

5. Quand soumettre la demande d'évaluation archéologique ?

Afin d'éviter d'éventuels retards dans le déroulement des travaux d'aménagement, le dossier de demande d'évaluation archéologique doit être soumis à l'INRA le plus tôt possible. Si d'autres procédures d'autorisation doivent être effectuées (par exemple : PAP, modification ponctuelle du PAG, etc.), le projet ou l'avant-projet d'aménagement peut également être transmis pour évaluation en amont ou parallèlement à l'étude de votre projet par les autres administrations.

6. L'accusé de réception

Suite à la réception du dossier de demande d'évaluation archéologique, le **Service du suivi archéologique de l'aménagement du territoire** de l'INRA vérifie si le dossier est complet. Si le dossier est complet, un accusé de réception sera transmis au demandeur de l'évaluation archéologique. L'accusé de réception contient entre autres le délai de réponse de l'INRA à la demande introduite.

7. La prescription ministérielle

Suite à l'évaluation archéologique, une prescription ministérielle sera transmise au demandeur dans un délai de **30 jours ouvrés** à compter de la réception du **dossier complet** de la demande d'évaluation. Conformément à l'article 5 de la loi précitée, la prescription ministérielle peut être :

- a. une levée de contrainte archéologique sur les terrains ayant une faible potentialité archéologique ; ou
- b. une prescription d'opérations de diagnostic archéologique ; ou
- c. une prescription de fouilles d'archéologie préventive.

Une copie de la prescription est transmise à la commune dans laquelle se situe le terrain des travaux projetés.

En l'absence d'une prescription transmise au demandeur dans un délai de 30 jours ouvrés à compter de la réception du dossier complet de la demande d'évaluation dans le cadre de l'article 4 de la loi précitée, les travaux projetés soumis pour évaluation bénéficient automatiquement d'une levée de contrainte archéologique.

En cas de **modification du projet d'aménagement**, le maître d'ouvrage doit soumettre une **demande de réévaluation** de son projet. Une nouvelle prescription ministérielle sera établie suite à la réévaluation du projet soumis.

8. Le cahier des charges scientifiques et techniques

À la réception de la prescription ministérielle d'une opération archéologique, le maître d'ouvrage est prié de contacter l'agent INRA, qui sera le **responsable du suivi scientifique (RSS)** de l'opération prescrite, et dont le nom et les coordonnées sont précisés dans la prescription.

Le RSS communiquera ensuite au maître d'ouvrage un **cahier des charges scientifiques et techniques (CCST)** pour l'opération prescrite, conformément à l'article 8 de la loi précitée. Afin d'obtenir une offre, le maître d'ouvrage doit transmettre la prescription ministérielle et le CCST aux opérateurs archéologiques agréés.





Le CCST est accompagné d'une liste d'opérateurs archéologiques agréés conformément à l'article 9 de la loi précitée. Étant donné que cette liste d'opérateurs agréés peut évoluer entre le moment de son envoi par l'INRA et le moment où le maître d'ouvrage contacte les opérateurs, une liste actualisée des opérateurs archéologiques agréés est téléchargeable sur le site web de l'INRA, sous la rubrique « Démarches suite à une prescription » dans l'Espace aménageur.

9. Qui paie les opérations d'archéologie préventive ?

Conformément à l'article 14 de la loi précitée, les frais engendrés par les opérations de diagnostic archéologique prescrites dans le cadre de l'article 5 de la loi précitée sont à charge du maître d'ouvrage.

Les frais liés aux fouilles d'archéologie préventive prescrites dans le cadre de l'article 5 de la loi précitée sont à charge de l'Etat.

10. La demande d'autorisation ministérielle et le projet scientifique d'intervention

Conformément à l'article 11 de la loi précitée, toutes les recherches archéologiques de terrain y compris les opérations de diagnostic archéologique et les fouilles d'archéologie préventive, nécessitent une **autorisation ministérielle** préalable.

La demande de l'autorisation ministérielle est à effectuer par l'opérateur archéologique agréé, que le maître d'ouvrage a choisi pour réaliser l'opération archéologique prescrite. Lorsque l'opérateur archéologique agréé obtient le devis signé par le maître d'ouvrage, il soumet un projet scientifique d'intervention (PSI) à l'INRA, et plus précisément au RSS de l'opération prescrite. **Ce PSI tient lieu d'une demande d'autorisation ministérielle pour accomplir l'opération archéologique en question.**

La demande de l'autorisation ministérielle – et par conséquent la soumission du PSI à l'INRA, doit être introduite **au plus tard 30 jours ouvrés** avant le début prévu de l'opération archéologique de terrain. Les conditions de demande et l'octroi d'une autorisation ministérielle sont détaillés dans le chapitre 2 du règlement grand-ducal du 9 mars 2022³.

³ <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2022/03/09/a99/jo>

Une copie de l'autorisation ministérielle est transmise à la commune, dans laquelle l'opération archéologique prescrite aura lieu. Conformément à l'article 8 du règlement grand-ducal précité, l'autorisation ministérielle est valable un an à partir de la date d'octroi, et est renouvelable sur demande.

11. L'autorisation d'accès aux terrains

Avant le début d'une opération d'archéologie préventive, le maître d'ouvrage doit transmettre à l'opérateur archéologique **une autorisation d'accès** pour l'ensemble des terrains à diagnostiquer ou à fouiller. L'autorisation d'accès signée doit être intégrée dans le PSI, et accorde l'autorisation à l'opérateur archéologique, ainsi qu'aux agents de l'INRA, d'accéder aux terrains concernés.

Si le terrain à diagnostiquer ou à fouiller est sous bail ou en location, le maître d'ouvrage doit informer également son tenancier respectivement son locataire de la date de début et de la durée de l'opération d'archéologie préventive.

Au besoin, l'opérateur archéologique devra obtenir une autorisation de la Direction de l'Aviation civile (DAC) pour l'utilisation de drones lors de l'opération.

12. Les autres autorisations nécessaires

Si le terrain concerné est classé en tant que patrimoine culturel national, ou adossé à un immeuble classé en tant que patrimoine culturel national, une autorisation ou un avis du ministre de la culture est nécessaire conformément à l'article 30 de la loi précitée (voir *supra* chapitre 3 b).

Si des autorisations d'autres ministères ou administrations étatiques ou communales sont obligatoires avant la réalisation de l'opération archéologique (par exemple : permission de voirie, autorisation pour l'entre-stockage de remblais sur une zone verte, autorisation de déblais, etc.), le maître d'ouvrage doit transmettre une copie de ces documents à l'opérateur archéologique avant le début de l'opération archéologique.

13. La réunion de chantier préalable

Une réunion de chantier préalable doit avoir lieu une semaine avant le début d'une opération. Cette réunion est organisée par l'opérateur archéologique désigné par le maître d'ouvrage, et se tient en présence de l'opérateur archéologique, du maître d'ouvrage et du RSS de l'opération concernée.

Le compte-rendu de cette réunion est effectué par l'opérateur archéologique, qui le transmet au maître d'ouvrage et au RSS le jour ouvré qui suit la réunion de chantier.

14. La date de début d'une opération de diagnostic archéologique

La date de début d'une opération de diagnostic archéologique est déterminée par le maître d'ouvrage et l'opérateur archéologique. Cette date doit être précisée dans le PSI, et donc dans la demande d'autorisation ministérielle. Si la date de début doit faire l'objet d'une modification, l'opérateur archéologique est prié de le signaler par écrit au RSS dans les plus brefs délais.

Etant donné que l'autorisation ministérielle est valable un an à partir de sa date d'octroi, l'opération archéologique doit également débiter endéans un an à partir de la date d'octroi de l'autorisation ministérielle. Si tel n'est pas le cas, l'opérateur archéologique doit renouveler sa demande d'autorisation ministérielle.

15. La durée d'une opération de diagnostic archéologique

La durée d'une opération de diagnostic archéologique est précisée dans le PSI, et donc dans la demande d'autorisation ministérielle. La durée de l'opération doit correspondre à la durée demandée dans le CCST pour l'opération concernée.

Dans le cas d'une opération de sondages de diagnostic archéologique, le RSS peut prolonger l'opération par une tranche complémentaire, dont la durée maximale est précisée dans le PSI. Cette tranche complémentaire fait partie intégrante de l'opération de sondages de diagnostic archéologique. La durée de la tranche complémentaire dans le PSI doit correspondre à celle demandée dans le CCST de l'opération concernée.



Conformément à l'article 6 de la loi précitée, la durée cumulée d'une opération d'archéologie préventive ne peut excéder six mois à compter de la date de début de l'opération concernée, hormis les congés collectifs d'hiver et d'été, ainsi que les périodes d'intempéries. L'arrêt de l'opération d'archéologie préventive pour cause d'intempérie et la reprise de celle-ci sont décidés par l'INRA.

La durée de réalisation d'une opération d'archéologie préventive peut être prolongée d'un commun accord entre l'INRA et le maître d'ouvrage et ce en fonction des résultats scientifiques des opérations d'archéologie préventive ou d'autres données scientifiques existantes.

En cas de découverte exceptionnelle d'éléments pendant une opération de fouilles d'archéologie préventive, la durée de l'opération peut être prolongée, sans pour autant dépasser cinq ans.

La durée totale de six mois précitée peut ne pas être en continu. Si une opération d'archéologie préventive est arrêtée pour cause de force majeure (problème technique d'une pelle mécanique, accident de travail ou arrêt de maladie d'un membre de l'équipe archéologique, etc.), l'INRA ne peut être tenu responsable du changement ni de la date de début, ni de la date de fin prévue d'une opération d'archéologie préventive. La durée totale d'une opération d'archéologie préventive, telle qu'elle est demandée dans le CCST, doit être respectée.

16. Le contrôle scientifique de l'opération d'archéologie préventive par le Responsable du suivi scientifique (RSS)

L'opération d'archéologie préventive est effectuée par un opérateur archéologique agréé. Dès que l'opérateur archéologique trouve des éléments archéologiques pendant l'opération, il doit immédiatement contacter le **responsable du suivi scientifique (RSS)**.

Conformément à l'article 10 de la loi précitée, le RSS et tout autre agent de l'INRA peut effectuer des visites de terrains pendant toute la période de l'opération d'archéologie préventive, après consentement écrit et préalable du propriétaire des terrains (l'autorisation d'accès aux terrains concernés doit être transmise à l'opérateur archéologique agréé par le maître d'ouvrage, cf. ci-dessus : chapitre concernant les « autres autorisations nécessaires »).

17. La fin d'une opération de diagnostic archéologique

À la fin d'une opération de diagnostic archéologique, l'opérateur archéologique doit remettre à l'INRA un plan général digital représentant l'emprise de l'opération de diagnostic archéologique sur fond parcellaire (contenant les limites et les numéros des parcelles cadastrales), l'emplacement exact des endroits d'intervention et des structures archéologiques mises au jour ainsi que, le cas échéant, les structures bâties d'intérêt archéologique, au plus tard 7 jours ouvrés après la fin de l'opération.

Suite à la réception de ce plan et en fonction du résultat de l'opération de diagnostic archéologique, l'INRA informera l'opérateur archéologique du délai de la remise du **rapport final d'opération archéologique (RFO)**.

18. Le rapport final d'opération de diagnostic archéologique (RFO)

En fonction des résultats de l'opération de diagnostic archéologique, le délai de remise du **rapport final d'opération archéologique (RFO)** est de 30 jours ouvrés à six mois maximum. Le temps dévolu à la rédaction du RFO est précisé dans le CCST de l'opération concernée.

Le RFO est à remettre au RSS dans les délais demandés par le RSS suite à la réception du plan de l'opération, avec le mobilier archéologique et tout autre document établi dans le cadre de la documentation scientifique de l'opération de diagnostic archéologique. Le RSS est autorisé à exploiter les données de la documentation scientifique remise par l'opérateur archéologique (y compris des photos, plans, etc.) dans le cadre de ses missions légales définies par la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État.

Le modèle du RFO et les normes de rédaction établis par l'INRA doivent être respectés. Une copie du RFO est à remettre au maître d'ouvrage par l'opérateur archéologique.

19. Opération de diagnostic archéologique : et après ?

En fonction des résultats de l'opération de diagnostic archéologique, le ministre peut prescrire une opération de fouilles d'archéologie préventive conformément au paragraphe 2 de l'article 5 de la loi précitée.

Si aucun vestige appartenant à un site archéologique majeur n'est découvert lors d'une opération de diagnostic archéologique, conformément à l'article 6 de la loi précitée, la surface du terrain impactée par l'aménagement bénéficie d'une levée de contrainte archéologique dans le cadre du projet de travaux et/ou d'aménagement concerné (c'est-à-dire ne dépassant ni l'emprise, ni la profondeur prévue dans le cadre du projet en question).

En cas de modification du projet d'aménagement, le maître d'ouvrage doit soumettre une demande de réévaluation de son projet.

20. En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques : que faire ?

Suite à une découverte de vestiges archéologiques pendant des travaux de construction, de démolition, de déblai ou de remblai, la personne ayant fait la découverte doit en informer l'INRA au plus tard le jour ouvré qui suit la découverte, en indiquant à l'agent de l'INRA l'endroit précis de la découverte.

Conformément à l'article 16 de la loi précitée, l'auteur de la découverte et le propriétaire du terrain sur lequel la découverte a été faite doivent veiller à la conservation provisoire des éléments archéologiques découverts, c'est-à-dire qu'ils doivent s'assurer que les travaux en cours s'arrêtent immédiatement.

Conformément à l'article 17 de la loi précitée, il est interdit de déplacer tout élément du patrimoine archéologique découvert à moins d'avoir obtenu l'accord préalable du ministre de la Culture.

21. Peut-on refuser les procédures de l'archéologie préventive ?

Conformément à l'article 117 de la loi précitée, est considérée comme ayant commis une infraction et est donc punissable d'une amende de 500 à 1 000 000 euros, toute personne qui, entre autres :

- ▶ omet de soumettre à une évaluation son projet de construction, de démolition ou de remblai et de déblai sur un terrain situé dans la zone d'observation archéologique ;
- ▶ effectue une opération d'archéologie préventive sans avoir obtenu un agrément ministériel ;
- ▶ effectue des recherches archéologiques de terrain sans avoir obtenu une autorisation ministérielle ;
- ▶ découvre des vestiges archéologiques lors de travaux de construction, de démolition ou de remblai et de déblai, et n'en informe pas l'INRA au plus tard le jour ouvré qui suit la découverte, et/ou n'arrête pas immédiatement les travaux sur le terrain concerné.

CONTACTS

Institut National de Recherches Archéologiques

241, rue de Luxembourg – L-8077 Bertrange

<https://www.inra.public.lu>

Service du suivi archéologique de l'aménagement du territoire

Tél. : 26 02 81 53 – E-mail : amenagement@inra.etat.lu

Service de l'inventaire et de la cartographie du patrimoine archéologique

Tél. : 26 02 81 66 – E-mail : gestion.zoa@inra.etat.lu

Photos : tous droits réservés.

► <https://inra.public.lu/fr.html>



► Loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel
<https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2022/02/25/a80/jo>



► Règlement grand-ducal du 9 mars 2022 précisant les modalités de la demande et de la délivrance de l'agrément des opérateurs archéologiques, fixant les conditions de demande et d'octroi de l'autorisation ministérielle nécessaire pour accomplir des opérations d'archéologie [...]
<http://data.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2022/03/09/a99/jo>



► Règlement grand-ducal du 26 juillet 2023 portant délimitation de la zone d'observation archéologique
<https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2023/07/26/a563/jo>







INRA

Institut
National de
Recherches
Archéologiques

LEITFADEN FÜR DIE

ARCHÄOLOGISCHE

BEWERTUNG VON
ERSCHLIESSUNGSPROJEKTEN

Im Rahmen des Art. 4
des abgeänderten Gesetzes
über das kulturelle Erbe
vom 25. Februar 2022

Pour la version française veuillez retourner la brochure



LEITFADEN FÜR EINE ARCHÄOLOGISCHE BEWERTUNG

Bei der Durchführung von Erschließungs-, Abriss-, Bau- oder anderen Umbauarbeiten im Boden oder Untergrund eines Grundstücks **kann es vorkommen, dass archäologische Objekte oder Stätten gefunden werden.**

Im Falle einer zufälligen Entdeckung von archäologischen Überresten während der Erschließungsarbeiten, müssen diese unweigerlich unterbrochen werden, damit archäologische Untersuchungen auf dem Grundstück durchgeführt werden können. In diesem Zusammenhang haben das Ministerium für Kultur und das **Institut national de recherches archéologiques (INRA) die Vorgehensweise der Präventivarchäologie eingeführt.**

Mit ihrer Verankerung im abgeänderten Gesetz vom 25. Februar 2022 zum kulturellen Erbe¹ erfolgt die Präventivarchäologie vor Beginn der geplanten Bauarbeiten mit dem Ziel der Sicherung des archäologischen Erbes. Sie versucht die wissenschaftliche Forschung, die Sicherung des archäologischen Kulturerbes und die Interessen der Bauherren miteinander zu vereinbaren.

Die Präventivarchäologie setzt sich als Ziel, in einem vernünftigen Zeitrahmen, die Aufdeckung, die Dokumentierung oder die Sicherung durch wissenschaftliche Forschung von den Elementen des archäologischen Kulturerbes zu gewährleisten, die von den öffentlichen oder privaten Bauarbeiten betroffen oder möglicherweise betroffen sind.

Um festzustellen, **ob eine archäologische Präventivmaßnahme notwendig ist, muss das Projekt vor Beginn der Bauarbeiten zur archäologischen Bewertung eingereicht werden.**



1. Welche Arbeiten oder Projekte unterliegen einer archäologischen Bewertung?	6
2. Wie reicht man einen Antrag zur archäologischen Bewertung ein? . 6	
3. Welche Arbeiten oder Projekte benötigen keine archäologische Bewertung?	7
a. Arbeiten/Projekte in der archäologischen Beobachtungszone (ZOA)	7
b. Arbeiten/Projekte außerhalb der archäologischen Beobachtungszone (ZOA)	7
4. Wer stellt den Antrag zur archäologischen Bewertung?	8
5. Zu welchem Zeitpunkt stellt man den Antrag zur archäologischen Bewertung?	8
6. Die Empfangsbestätigung	8
7. Die ministerielle Anordnung	10
8. Das technische und wissenschaftliche Lastenheft (CCST)	10
9. Wer zahlt die Operationen der Präventivarchäologie?	13
10. Die Anfrage der ministeriellen Genehmigung und der wissenschaftliche Arbeitsplan (PSI)	13
11. Die Zutrittsgenehmigung	14
12. Sonstige erforderliche Genehmigungen	14
13. Das Treffen vor Beginn der Maßnahme	15
14. Das Anfangsdatum der archäologischen Operation (Diagnostik) . 15	
15. Die Dauer der archäologischen Operation (Diagnostik)	15
16. Die wissenschaftliche Kontrolle der archäologischen Präventivmaßnahme durch den Maßnahmenverantwortlichen des INRA (RSS)	17
17. Das Ende einer archäologischen Operation (Diagnostik)	18
18. Der Abschlussbericht der diagnostischen Maßnahme (RFO) . . . 18	
19. Was passiert nach der archäologischen Diagnostik?	19
20. Was tun bei einer zufälligen Entdeckung von archäologischen Funden und Befunden?	19
21. Kann man die Prozeduren der Präventivarchäologie ablehnen? Was passiert, wenn man die Prozeduren der Präventivarchäologie missachtet?	20
KONTAKT	20

Die Vorgehensweise in der Präventivarchäologie

1. Welche Arbeiten oder Projekte unterliegen einer archäologischen Bewertung?

Gemäß Artikel 4 des abgeänderten Gesetzes vom 25. Februar 2022 zum kulturellen Erbe, müssen alle Bau- oder Abrissarbeiten und Erdarbeiten (Aushub, Aufschüttung) auf einem Gebiet, das sich auf der Karte der **archäologischen Beobachtungszone (ZOA)** befindet, bewertet werden, außer die, die davon ausgenommen sind.

Die Karte der archäologischen Beobachtungszone (ZOA) setzt sich aus der archäologischen Beobachtungszone und einer Unterzone zusammen. Die ZOA ist über die großherzogliche Verordnung vom 26. Juli 2023 zur Abgrenzung der archäologischen Beobachtungszone geregelt und eingegrenzt. Sie ist als überlagerte Zone integraler Bestandteil jeglicher Pläne oder Projekte, die Raum-, Gemeinde- oder Stadtplanung zum Gegenstand haben (PAG, POS, usw.) und Entscheidungsgrundlage für die Anwendung der archäologischen Evaluierungsprozedur.

Die archäologische Beobachtungszone ist auf dem Geoportal einsehbar.

Für weitere Informationen über die archäologische Beobachtungszone können Sie folgende Abteilung beim INRA kontaktieren: **Service de l'inventaire et de la cartographie du patrimoine archéologique** - gestion.zoa@inra.etat.lu

2. Wie reicht man einen Antrag zur archäologischen Bewertung ein?

Ein Antrag zur archäologischen Bewertung der geplanten Erschließungsarbeiten besteht aus einem Formular zur archäologischen Bewertung, das vollständig ausgefüllt sein muss (die PDF-Version kann über die Web-Seite des INRA heruntergeladen werden), und aus den im Formular verlangten Anlagen. Die gesamten Unterlagen müssen dem INRA vorzugsweise elektronisch – per E-Mail, OTX oder WeTransfer – an das **Service du suivi archéologique de l'aménagement du territoire** - amenagement@inra.etat.lu zugestellt werden.

3. Welche Arbeiten oder Projekte benötigen keine archäologische Bewertung?

a. Arbeiten/Projekte in der archäologischen Beobachtungszone (ZOA):

Gemäß Art. 4 des abgeänderten Gesetzes über das kulturelle Erbe vom 25. Februar 2022, ist für folgende Arbeiten keine archäologische Bewertung notwendig:

- ▶ Alle Arbeiten, die sich in der archäologischen Beobachtungszone (*zone d'observation archéologique* - ZOA) befinden und mit denen ein Teilbebauungsplan (PAP) „Quartier existant“ (QE) mit einer Grundfläche von weniger als 100 m² und einer Tiefe von weniger als 0,25 m umgesetzt wird;
- ▶ Alle dringenden Infrastrukturarbeiten², die sich in der Beobachtungszone (ZOA) befinden;
- ▶ Alle Arbeiten, die sich in der Unterzone der archäologischen Beobachtungszone befinden und mit denen ein PAP QE mit einer Grundfläche von weniger als 0,3 ha und einer Tiefe von weniger als 0,25 m umgesetzt wird;
- ▶ Alle Arbeiten, die sich in der Unterzone der archäologischen Beobachtungszone befinden und mit denen ein PAP „Nouveau Quartier“ (NQ) mit einer Fläche von weniger als 1 ha umgesetzt wird;
- ▶ Alle Arbeiten an bestehenden Verkehrswegen, die sich in der Unterzone der archäologischen Beobachtungszone befinden.

b. Arbeiten/Projekte außerhalb der archäologischen Beobachtungszone (ZOA):

Alle geplanten Arbeiten an national geschützten archäologischen Fundstellen (die nicht Bestandteil der ZOA sind) sind ebenfalls befreit von einer archäologischen Bewertung nach Art. 4 des o. g. Gesetzes.

Gemäß Art. 30 des o. g. Gesetzes, ist eine schriftliche **ministerielle Genehmigung** vom Kulturminister für alle außen oder innen auszuführenden Reparatur-, Sanierungs- oder jegliche Änderungsarbeiten an einem **national geschützten Denkmal** notwendig. Die Genehmigung kann unterschiedlichen Vorschriften unterliegen, je nachdem welche Arbeiten geplant sind, bzw. um welche Stätte es sich handelt.

² Unter dringenden Arbeiten versteht man beispielsweise absolut erforderliche Arbeiten im Zusammenhang mit Rohrbruch oder Erdbeben.



Im Falle eines **Antrags einer ministeriellen Genehmigung** für Arbeiten an einem national geschützten Denkmal, wenden Sie sich bitte frühestmöglich an folgende Abteilung beim INRA: **Service des sites archéologiques classés - pcnarcheo@inra.etat.lu**

4. Wer stellt den Antrag zur archäologischen Bewertung?

Der Antrag zur archäologischen Bewertung wird vom **Bauherrn** der geplanten Arbeiten an das INRA gestellt. Allerdings können auch folgende Personen den Antrag stellen: der Grundstücksbesitzer, auf dessen Grund die Arbeiten geplant sind; das Ingenieur-, Städtebau-, Architekturbüro, das mit der Planung des Projektes beauftragt wurde; die Gemeinde oder der Staat als Eigentümer des jeweiligen Grundstücks.

5. Zu welchem Zeitpunkt stellt man den Antrag zur archäologischen Bewertung?

Um eventuelle Verzögerungen im Ablauf der geplanten Arbeiten zu vermeiden soll der Antrag zur archäologischen Bewertung so früh wie möglich gestellt werden. Wenn andere Genehmigungsverfahren durchgeführt werden müssen – so wie z. B.: Teilbebauungsplan (PAP), punktuelle Änderung des allgemeinen Bebauungsplans MoPo PAG, usw., kann das Projekt oder der Vorentwurf der geplanten Arbeiten schon im Vorfeld oder zeitgleich zu diesen Anträgen der anderen Verwaltungen beim INRA eingereicht werden.

6. Die Empfangsbestätigung

Nach Erhalt der Unterlagen zur archäologischen Bewertung wird der **Service du suivi archéologique de l'aménagement du territoire** vom INRA ihre Vollständigkeit überprüfen. Wenn das Dossier komplett ist, erhält der Antragsteller eine Empfangsbestätigung. Diese Empfangsbestätigung beinhaltet u.a. die Frist für die Antwort seitens des INRA.

7. Die ministerielle Anordnung

Nach der archäologischen Bewertung erhält der Antragsteller innerhalb von **30 Werktagen** eine ministerielle Anordnung. Diese Frist läuft ab dem Datum, an dem die Unterlagen vom INRA **als komplett** angesehen werden.

Gemäß Art. 5 des o. g. Gesetzes, besteht die ministerielle Anordnung aus:

- a. einer Baufeldfreigabe der Grundstücke mit niedrigem archäologischen Potential; oder
- b. einer Anordnung von Operationen zur archäologischen Diagnostik; oder
- c. einer Anordnung von Ausgrabungen im Rahmen der Präventivarchäologie.

Die Gemeinde, in der das Bauvorhaben geplant ist, erhält eine Kopie dieser Anordnung.

Wenn innerhalb der obengenannten Frist von 30 Werktagen keine Anordnung ausgestellt wird, erhält das vorgelegte Bauvorhaben automatisch eine archäologische Freigabe.

Wenn **das Bauvorhaben geändert wird**, muss der Bauherr einen Antrag zur **Neubewertung** seines Projekts einreichen. Daraufhin wird dem Bauherrn eine neue ministerielle Anordnung zugestellt.

8. Das technische und wissenschaftliche Lastenheft (CCST)

Nach Erhalt der ministeriellen Anordnung zu einer archäologischen Operation, kann der Bauherr beim INRA die Person kontaktieren, die die Maßnahme begleitet (**Responsable du suivi scientifique - RSS**). Ihre Kontaktdaten befinden sich auf der ministeriellen Anordnung.

Der Maßnahmenverantwortliche (RSS) lässt dem Bauherrn das **technische und wissenschaftliche Lastenheft (CCST)** zur vorgeschriebenen Operation, gemäß Art. 8 des o. g. Gesetzes, zukommen. Um ein Angebot zu erhalten, schickt der Bauherr die ministerielle Anordnung und das Lastenheft (CCST) an die archäologischen Dienstleister.





Das technische und wissenschaftliche Lastenheft (CCST) enthält gemäß Art. 9 des o. g. Gesetzes eine Liste der archäologischen Dienstleister (Opérateurs archéologiques – OA). Da sich diese Liste zwischen dem Zeitpunkt des Verschickens durch das INRA und der Anfrage eines Angebots durch den Bauherrn ändern kann, befindet sich eine stets aktualisierte Liste der zugelassenen archäologischen Dienstleister auf der Internetseite des INRA, unter der Rubrik „Vorgehensweise nach Erhalt einer ministeriellen Anordnung“ im Bereich für Antragsteller. Diese kann bei Bedarf heruntergeladen werden.

9. Wer zahlt die Operationen der Präventivarchäologie?

Gemäß Art. 14 des o. g. Gesetzes, werden die Kosten der im Rahmen von Art. 5 des o. g. Gesetzes vorgeschriebenen archäologischen Maßnahmen vom Bauherrn getragen.

Die Kosten für eine im Rahmen von Art. 5 vorgeschriebenen Präventivgrabung werden vom Staat übernommen.

10. Die Anfrage der ministeriellen Genehmigung und der wissenschaftliche Arbeitsplan (PSI)

Gemäß Art. 11 des o. g. Gesetzes, bedürfen alle archäologische Feldforschungen – so auch Operationen der Präventivarchäologie – einer vorherigen **ministeriellen Genehmigung**.

Die Anfrage zur ministeriellen Genehmigung so wie sie in Art. 11 des o. g. Gesetzes vorgesehen ist, muss durch den zugelassenen archäologischen Dienstleister getätigt werden. Dieser wurde vom Bauherrn für eine bestimmte, vorgeschriebene archäologische Maßnahme beauftragt. Wenn der archäologische Dienstleister den Zuschlag des Bauherrn erhalten hat, wird er den wissenschaftlichen Arbeitsplan (projet scientifique d'intervention – PSI) beim INRA, bzw. beim Maßnahmenverantwortlichen (RSS) des INRA einreichen. **Dieses PSI steht demnach für die Anfrage zur Genehmigung der betroffenen archäologischen Operation.**

Der Antrag zur ministeriellen Genehmigung – und somit das Einreichen des PSI beim INRA, muss **spätestens 30 Werktage** vor dem geplanten Beginn der archäologischen Operation erfolgen.

Die Voraussetzungen für den Antrag der ministeriellen Genehmigung und deren Erlass sind in Kapitel 2 der großherzoglichen Verordnung vom 9. März 2022 aufgeführt.³

Die Gemeinde, in der die archäologische Operation stattfinden wird, erhält eine Kopie der ministeriellen Genehmigung. Gemäß Art. 8 des o. g. Gesetzes ist die Genehmigung 1 Jahr gültig ab dem Datum ihrer Ausstellung. Die Gültigkeit kann auf Anfrage verlängert werden.

| 11. Die Zutrittsgenehmigung

Vor Beginn der archäologischen Präventivmaßnahme, muss der Bauherr dem archäologischen Dienstleister die **Zutrittsgenehmigung** für alle zu untersuchenden Grundstücke übergeben. Diese muss in unterzeichneter Version im PSI eingegliedert sein. Sie erlaubt dem archäologischen Dienstleister sowie den Mitarbeitern des INRA, den Zugang auf die betroffenen Grundstücke.

Ist das zu untersuchende Grundstück verpachtet oder vermietet, muss der Bauherr den Pächter(n) und den Mieter(n) über den Beginn und die Dauer der archäologischen Operation informieren.

Der archäologische Dienstleister muss bei Bedarf eine Genehmigung bei der Zivilluftfahrtbehörde (DAC) einholen, damit er eine Droone während der Operation einsetzen kann.

| 12. Sonstige erforderliche Genehmigungen

Wenn das Grundstück national geschützt ist oder ein national geschütztes Gut berührt, ist gemäß Art. 30 des o. g. Gesetzes eine Genehmigung oder eine Stellungnahme seitens des Kulturministeriums notwendig.

Falls vor der archäologischen Operation Genehmigungen von anderen Ministerien, staatlichen oder kommunalen Verwaltungen erforderlich sind (z. B. Genehmigung bei der Straßenbauverwaltung, Genehmigung für die Zwischenlagerung von Aushubmaterial in einer Grünzone, usw.), muss der Bauherr vor Beginn der archäologischen Intervention eine Kopie dieser Genehmigungen an den archäologischen Dienstleister übergeben.

13. Das Treffen vor Beginn der Maßnahme

Ein Treffen vor Ort sollte spätestens eine Woche vor Beginn der Maßnahme stattfinden. Dieses Treffen wird vom archäologischen Dienstleister, der vom Bauherrn beauftragt wurde, organisiert. Bei dem Treffen sind der archäologische Dienstleister, der Bauherr und der Maßnahmenverantwortliche des INRA anwesend.

Der Bericht der Baustellenbesprechung wird vom archäologischen Dienstleister erstellt. Dieser schickt ihn am folgenden Arbeitstag an den Bauherrn und an den Maßnahmenverantwortlichen des INRA.

14. Das Anfangsdatum der archäologischen Operation (Diagnostik)

Das Datum, an dem die archäologische Operation beginnen soll, wird vom Bauherrn und vom archäologischen Dienstleister festgelegt. Dieses Datum muss im wissenschaftlichen Arbeitsplan (PSI) und somit bei der Anfrage der ministeriellen Genehmigung vermerkt werden. Wenn dieses Datum aus bestimmten Gründen geändert werden muss, soll der verantwortliche Archäologe des Dienstleisters der zuständigen Person beim INRA (RSS) frühestmöglich das neue Datum schriftlich mitteilen.

Da die ministerielle Genehmigung ab ihrem Erlass für ein Jahr gültig ist, muss die archäologische Operation innerhalb dieser Zeitspanne beginnen. Wird diese Frist überschritten, muss der archäologische Dienstleister eine neue Genehmigung beantragen.

15. Die Dauer der archäologischen Operation (Diagnostik)

Die Dauer der archäologischen Operation (Diagnostik) ist im wissenschaftlichen Arbeitsplan (PSI) angegeben und somit auch beim Antrag der Genehmigung. Die Dauer der Intervention muss den Angaben des technischen und wissenschaftlichen Lastenheftes (CCST) entsprechen.

Im Rahmen einer diagnostischen Maßnahme kann der Maßnahmenverantwortliche des INRA (RSS) die Dauer der Intervention verlängern, und zwar mittels einer zusätzlichen Tranche, deren maximale Dauer im PSI steht. Diese zusätzlichen Tage bilden einen festen Bestandteil der archäologischen Operation. Die Dauer der zusätzlichen Tranche im PSI muss der im Lastenheft (CCST) vorgeschriebenen Dauer entsprechen.



Gemäß Art. 6 des o. g. Gesetzes darf eine Operation der Präventivarchäologie die Gesamtdauer von 6 Monaten nicht überschreiten, – dies ab Beginn der betroffenen Operation, den Kollektivurlaub im Sommer und Winter sowie Schlechtwetterverhältnisse ausgenommen. Die Unterbrechung der Arbeiten durch Schlechtwetter und ihre Wiederaufnahme werden vom INRA beschlossen. Die Dauer einer archäologischen Operation kann verlängert werden, indem INRA und Bauherr eine Einigung finden und je nach wissenschaftlichem Resultat der archäologischen Präventivmaßnahme oder infolge anderer bestehender wissenschaftlicher Angaben.

Im Falle einer außergewöhnlichen Entdeckung während der archäologischen Präventivmaßnahme kann die Dauer der Operation verlängert werden, ohne aber die Dauer von 5 Jahren zu überschreiten.

Die Gesamtdauer von 6 Monaten kann auch in nicht fortlaufenden Abschnitten stattfinden. Wenn eine archäologische Präventivmaßnahme durch höhere Gewalt (technisches Problem des Baggers, Arbeitsunfall, Krankheitsfall eines Mitglieds der Grabungsmannschaft, usw.) unterbrochen wird, haftet das INRA nicht für Änderungen des Anfangs-/Enddatums der Intervention. Die Gesamtdauer, so wie sie im Lastenheft (CCST) vorgeschrieben wurde, muss eingehalten werden.

16. Die wissenschaftliche Kontrolle der archäologischen Präventivmaßnahme durch den Maßnahmenverantwortlichen des INRA (RSS)

Die archäologische Präventivmaßnahme wird durch einen zugelassenen archäologischen Dienstleister ausgeführt. Wenn dieser während seiner Arbeiten auf archäologische Elemente stößt, setzt er sich sofort mit dem Maßnahmenverantwortlichen des INRA in Verbindung.

Gemäß Art. 10 des o. g. Gesetzes, kann der **Maßnahmenverantwortliche (RSS)** oder jeder andere Mitarbeiter des INRA Besuche vor Ort während der Gesamtzeit der archäologischen Präventivoperation vornehmen, nach schriftlichem und vorherigem Einverständnis des Grundstückbesitzers (die unterschriebene Zutrittsgenehmigung zu den betroffenen Parzellen muss vom Bauherrn an den archäologischen Dienstleister übergeben werden, s. Kapitel „Sonstige erforderliche Genehmigungen“).

17. Das Ende einer archäologischen Operation (Diagnostik)

Am Ende der archäologischen Operation muss der archäologische Dienstleister innerhalb von 7 Arbeitstagen einen Plan der Operation einreichen. Dieser digitale Plan beinhaltet die Details der archäologischen Maßnahme auf parzellarischem Hintergrund (Grenze und Nummern der Parzellen), die genauen Stellen der Intervention und die archäologischen Strukturen, die entdeckt wurden.

Nach Prüfung und Freigabe dieses Plans und je nach Resultat der archäologischen Maßnahme, informiert das INRA den archäologischen Dienstleister über die Abgabefrist des **Abschlussberichts (RFO)** und der Funde.

18. Der Abschlussbericht der diagnostischen Maßnahme (RFO)

Je nach Resultat der archäologischen Operation beträgt die Abgabefrist des **Abschlussberichts (rapport final d'opération - RFO)** zwischen 30 Werktagen und maximal 6 Monaten. Die benötigte Zeit für das Erstellen des Berichts wird im Lastenheft (CCST) der jeweiligen Operation festgehalten.

Der Abschlussbericht muss dem Maßnahmenverantwortlichen in der von ihm vorgegebenen Frist abgegeben werden (s. Kap. 16), zusammen mit den Funden und jedem anderen wissenschaftlichen Dokument, das im Rahmen der Operation erstellt wurde. Der Maßnahmenverantwortliche darf die vom archäologischen Dienstleister abgegebenen Daten (einschl. Fotos, Pläne usw.) im Rahmen seiner im Gesetz vom 25. Juni 2004 - zur Reorganisation der kulturellen Institute - definierten Aufgaben nutzen.

Die Vorlage des Abschlussberichtes und die Verfassungsrichtlinien des INRA müssen berücksichtigt werden. Eine Kopie des freigegebenen Abschlussberichtes wird dem Bauherrn durch den archäologischen Dienstleister übergeben.

19. Was passiert nach der archäologischen Diagnostik?

Je nach Resultat der archäologischen Diagnostik, kann der Minister gemäß Art. 5 § 2 des o. g. Gesetzes eine Präventivausgrabung verordnen.

Wenn während einer archäologischen Diagnostik keine archäologischen Elemente zutage kommen die zu einer Fundstelle von außergewöhnlicher Bedeutung gehören, gemäß Art. 6 des o. g. Gesetzes, erhält das beauftragte Grundstück eine archäologische Freigabe. Diese gilt nur für die in diesem Projekt vorgesehenen Arbeiten (ohne die geplante Bautiefe oder -fläche zu überschreiten).

Wenn das Projekt geändert wird, muss der Bauherr eine Neubewertung seines Projektes beantragen.

20. Was tun bei einer zufälligen Entdeckung von archäologischen Funden und Befunden?

Nach der zufälligen Entdeckung von archäologischen Funden und Befunden während Abriss-, Bau-, Aufschüttungs- oder Aushubarbeiten muss der Entdecker das INRA spätestens einen Werktag nach der Entdeckung, unter Angabe der genauen Fundstelle, darüber informieren.

Gemäß Art. 16 des o. g. Gesetzes müssen der Entdecker und der Grundstückseigentümer, bei dem der Fund gemacht wurde, dafür sorgen, dass die archäologischen Elemente provisorisch geschützt werden, indem die laufenden Arbeiten sofort unterbrochen werden.

Gemäß Art. 17 des o. g. Gesetzes ist es verboten, entdeckte Elemente des archäologischen Erbes zu bewegen, es sei denn, es wurde vorher die schriftliche Zustimmung des Ministers eingeholt.

21. Kann man die Prozeduren der Präventivarchäologie ablehnen? Was passiert, wenn man die Prozeduren der Präventivarchäologie missachtet?

Gemäß Art. 117 des o. g. Gesetzes, wird Folgendes als Straftat angesehen und kann mit einer Geldstrafe zwischen 500 Euros und 1.000.0000 Euros bestraft werden, wenn die Person, u.a.:

- ▶ unterlässt, ihr Bauvorhaben, ihr Abrissvorhaben, ihre Aufschüttungs- und Aushubarbeiten auf einem in der ZOA befindlichen Grundstück zur Bewertung einzureichen;
- ▶ eine Maßnahme der Präventivarchäologie ohne Zulassung ausführt;
- ▶ archäologische Felduntersuchungen ohne ministerielle Genehmigung ausführt;
- ▶ archäologische Überreste während Abriss-, Bau-, Aufschüttungs- oder Aushubarbeiten entdeckt, und das INRA nicht davon in Kenntnis setzt, und/oder die Arbeiten auf dem betroffenen Grundstück nicht sofort einstellt.

KONTAKT

Institut National de Recherches Archéologiques

241, rue de Luxembourg – L-8077 Bertrange

<https://www.inra.public.lu>

Service du suivi archéologique de l'aménagement du territoire

Tel.: 26 02 81 53 – E-Mail: amenagement@inra.etat.lu

Service de l'inventaire et de la cartographie du patrimoine archéologique

Tel.: 26 02 81 66 – E-Mail: gestion.zoa@inra.etat.lu

Fotos: Alle Rechte vorbehalten.

► <https://inra.public.lu/de.html>



► Loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel
<https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2022/02/25/a80/jo>



► Règlement grand-ducal du 9 mars 2022 précisant les modalités de la demande et de la délivrance de l'agrément des opérateurs archéologiques, fixant les conditions de demande et d'octroi de l'autorisation ministérielle nécessaire pour accomplir des opérations d'archéologie [...]
<http://data.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2022/03/09/a99/jo>



► Règlement grand-ducal du 26 juillet 2023 portant délimitation de la zone d'observation archéologique
<https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2023/07/26/a563/jo>



